

Aux Rencontres internationales de Genève : urbanisme, notre avenir...

Autor(en): **Tauxe, Henri-Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de
l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **36 (1964)**

Heft 10

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-125673>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Urbanisme, notre avenir...

23

Les entretiens organisés lors de manifestations culturelles n'échappent pas toujours au danger de la spéculation nébuleuse. Les théologiens qui dissertaient sur le sexe des anges pendant que s'écroulait un empire ont trouvé chez les savants et philosophes de notre temps maints disciples diserts.

Le débat organisé par les Rencontres internationales de Genève sur l'urbanisme a fort heureusement échappé à toute déviation fabulatrice. Il est vrai que le thème choisi ne se prêtait guère au galimatias pontifiant, comment vivre aujourd'hui et demain dans nos villes? Quels rapports équilibrés et rationnels («fonctionnels») instaurer entre l'homme et son habitat? Autant de questions précises, réelles, dont l'élucidation requiert la réflexion commune de l'architecte, du financier, du politicien, du sociologue.

Présidé avec clarté et rigueur par M. Jean-Pierre Vouga, architecte de l'Etat de Vaud, le débat se trouva d'emblée situé à son niveau exact par la vigoureuse intervention de M. Hans Marti, délégué du canton de Zurich pour les questions d'urbanisme. Après avoir rappelé le caractère interdisciplinaire des problèmes relatifs à l'urbanisme et le fait qu'ils préoccupent actuellement toutes les nations, quels que soient leur système politique et leur degré de développement, M. Marti instruisit le procès de nos villes modernes.

N'importe où, n'importe comment

La première phase d'industrialisation avait engendré la plaie des *slums*, avec leurs conditions d'hygiène dégradantes. Nous sommes en train de connaître une autre décadence: de nos jours, on bâtit n'importe où, n'importe comment; des bidonvilles apparaissent, des habitations sont érigées sans que soit posée la question de leur esthétique ou de leur conformité aux besoins de l'homme. Les bâtiments modernes sont d'une platitude inouïe, ils manquent d'espaces libres; des phénomènes comme la désertion des campagnes et l'engorgement des villes prennent des proportions inquiétantes sans que soient mises au point les méthodes permettant de les maîtriser. Incapable de s'attacher à un habitat sans âme qui lui digère pourtant le tiers de son salaire, l'individu cherche à s'évader au volant de sa voiture. M. Marti constate l'échec fréquent de l'Etat dans sa politique des terrains, dans le financement d'appartements permettant de loger des gens à revenus moyens. Le résultat de cette décadence de l'habitat, nous le trouvons dans la désagrégation de la

famille; il faut, souligne M. Marti pour terminer, tenir compte de l'âme de l'homme.

Les discussions qui suivirent l'exposé de M. Marti firent ressortir l'importance de la notion d'*intégration*. Le grand danger des complexes immobiliers, des «banlieues-dortoirs» réside dans la solitude, le déracinement qui menacent leurs habitants. Il leur manque un horizon, des motifs de s'attacher, de prendre racine (certains types de maisons individuelles peuvent d'ailleurs présenter les mêmes inconvénients). Un interlocuteur fit remarquer que nous manquons de recul pour évaluer l'action des grands ensembles sur le psychisme humain. Il semble toutefois que les habitants des grands complexes d'habitation représentent une population assez instable et exposée à des troubles nerveux caractéristiques.

M. Alfred Sauvy, dont les travaux en matière de démographie font depuis longtemps autorité, apporta quelques éléments décisifs au débat en montrant que l'action des sociétés et des gouvernements échoue par la faute de contradictions inaperçues.

Si les sociétés modernes ne déterminent pas clairement ce qu'elles veulent, elles risquent de s'enfoncer dans les pires marécages. Un exemple: les villes s'enflent comme la grenouille de la fable parce que l'homme veut avoir toutes les facilités du milieu urbain; en même temps, il aspire à disposer d'assez de place pour sa maison, son garage, etc. Il est impossible, estime M. Sauvy, de satisfaire ces deux besoins à la fois.

En URSS, la répartition de l'espace est faite par l'autorité. Les solutions préconisées derrière le rideau de fer vont dans le sens d'une forte diminution du loyer; ce système ne vaut pas mieux que le nôtre; on constate que la quasi-gratuité du logement en crée la pénurie et engendre la servitude.

Le problème des grands ensembles est très complexe et l'on ne peut pas actuellement, estime M. Sauvy, juger leur développement avec trop de pessimisme; des enquêtes sérieuses nous manquent sur ce point. L'échec des «banlieues-dortoirs» est dû avant tout à des erreurs de gestion: les grands ensembles étaient censés créer une vie collective avec ses organismes propres. Or, par manque d'argent, les services publics n'ont souvent pas été construits. Il importe, d'autre part, de laisser à l'individu certaines possibilités de choix, un sens de la responsabilité. Telle personne vantera les avantages de l'appartement vétuste et mal éclairé qu'elle a pu choisir, telle autre fuira l'habitat pourvu de toutes les commodités qui lui fut remis par une administration anonyme.

Savoir ce qu'on veut

Sur un plan plus général, M. Sauvy pense qu'une société doit déterminer quel ordre de besoins elle entend satisfaire: elle peut créer des besoins de plus en plus nombreux et variés ou satisfaire des besoins vitaux. Les appareils de télévision dans les taudis représentent une solution, il y en a peut-être d'autres. Tant qu'une société ne sait pas ce qu'elle veut, elle sacrifie inutilement ses ressources et ses forces vives.

D'autres difficultés furent encore évoquées: quel doit être le rôle de l'Etat en matière d'urbanisme? Quel peut être l'apport du sociologue? Est-il possible d'étudier scientifiquement les rapports interhumains? Cette dernière ques-

Rapport sur la situation du logement à Genève (1964)

Rapport de la commission du logement (SYNTEC)

24

tion fit ressortir un certain désaccord entre le sociologue et le philosophe; M^{me} Jeanne Hersch rappela combien il est illusoire de croire que tous les problèmes comportent nécessairement une solution. Les besoins de l'homme sont contradictoires, les tensions qui les animent recèlent des obstacles insurmontables; les manières qu'avait l'homme d'être heureux autrefois ne peuvent pas être projetées dans le futur (on pourrait cependant faire remarquer que certaines «occasions» de bonheur varient peu à travers les âges: la nourriture, le sexe, la création esthétique, artisanale). Aujourd'hui, déclare M^{me} Hersch, on ne peut faire que pour le mieux, en laissant aux hommes des possibilités de choix.

Position quelque peu «idéaliste» dont la valeur fut cependant incontestable dans un débat risquant parfois d'être dominé par un positivisme naïf.

Réussir à ordonner une discussion réunissant une douzaine de personnes, sans verbiage ni confusion, et ce pendant plus de deux heures, constitue déjà un événement réjouissant. Les animateurs de l'entretien ont fait mieux encore: ils nous ont fait participer à leur impatience créatrice dans un domaine où s'enchevêtrent quelques-uns des problèmes capitaux de notre temps. L'urbanisme doit être, autant et plus que la bombe atomique ou la faim, l'objet de notre réflexion; car il est une chose que nos descendants ne nous pardonneront pas: c'est de n'avoir pas su regarder jusqu'au bout de notre nez.

Henri-Charles Tauxe, «Gazette de Lausanne».

I. Introduction

Posons-nous tout d'abord quelques questions et ensuite établissons quelques principes.

Pourquoi nous, membres du SYNTEC, nous intéressons-nous particulièrement à ce problème?

Pourquoi le problème du logement est-il d'une telle actualité. Pourquoi y a-t-il une «crise du logement» en Suisse et particulièrement à Genève?

A la première question, nous pouvons répondre que la conscience de ce problème est vive parmi les membres du SYNTEC, d'une part, en tant que locataires, consommateurs, subissant, dans leur vie familiale, de même que les autres travailleurs, la crise du logement, et surtout de par leur vie professionnelle au cours de laquelle une partie de nos membres sont touchés personnellement par les questions de logement en tant que dessinateurs, techniciens, architectes.

Nous nous devons donc de participer activement à la recherche de solutions possibles, et pensons également répondre à certaines critiques et croyances de la population quant aux causes réelles de la crise, à certaines informations partielles tendant à faire croire que la responsabilité du manque et de la cherté des logements est due à l'augmentation des salaires des travailleurs du bâtiment et à la diminution de leur productivité, à l'arrivée de nouveaux étrangers, ou encore à la politique «dirigiste» du gouvernement qui ne laisse plus assez de liberté à l'initiative privée et entrave le retour à la libre concurrence, notamment dans le domaine du contrôle des loyers. Dans ces domaines, nous pensons utile d'éclairer le débat par une information moins partielle et si possible plus objective.

Répondons à la deuxième question. En effet, pourquoi y a-t-il crise du logement à Genève, alors que, quand on examine les statistiques fédérales, il y a à peu près autant de pièces que d'habitants, ce qui ferait qu'approximativement chaque habitant disposerait d'une chambre, ce qui paraît tout à fait admissible (voir annexe c). Nous constatons également que la Suisse sur le plan international est un des pays où le niveau de vie est le plus élevé et qu'en matière de logement la Suisse est parmi vingt-deux pays européens, au troisième rang quant au nombre moyen de personnes par pièce (voir annexe c).

Nous pensons que la nature de la crise du logement (comme d'ailleurs dans d'autres pays occidentaux) est intimement liée au système économique et social. La crise est due avant tout à une mauvaise répartition des loge-